

European Accessibility Act

06/03/2017

Présents :

Muriel Rabau
Véronique Duchenne
Daniel Tresegnie

La base juridique étant le marché intérieur, les discussions sont difficiles pour la filière sociale, ne fut-ce que par la méconnaissance des différents secteurs (exemple : l'audiovisuel)

Un avantage toutefois, dans la procédure, et si on se réfère par exemple au projet de directive non-discrimination : dans le cas présent, la décision sera prise à la majorité qualifiée. Cela évitera peut-être un enlisement des discussions.

Les positions divergent entre Etats, mais parfois aussi au sein même des Etats. Par exemple, les oppositions qui existent entre la filière transports et la filière sociale.

En ce qui concerne l'audiovisuel, la France a fait une contre-proposition qui permettrait peut-être de sortir de l'impasse.

En ce qui concerne le questionnaire que la Présidence européenne a demandé à chaque Etat de compléter, plusieurs réunions DGE ont été organisées (DGE = Direction générale Coordination et Affaires européennes du SPF Affaires Etrangères). Pour beaucoup de points, il n'y a pas eu de position prise par la Belgique, car il n'y a pas eu d'accord en DGE. Parfois, ce n'est même pas une question de divergences entre les parties mais fort probablement de méconnaissance des enjeux économiques d'une part, et des besoins concrets des PH d'autre part ; alors, c'est tout simplement le silence de certaines parties.

Ce qui est certain, c'est qu'il est difficile de trouver le meilleur équilibre entre d'une part les enjeux économiques, et d'autre part les impacts pour les personnes handicapées. A cela s'ajoute que, dans certains passages du texte, il est difficile de faire la distinction entre ce qui couvre les services et ce qui couvre les produits. D'où aussi, le blocage pour certains, qui ont peur de s'engager sans maîtriser complètement les conséquences potentielles.

En tout cas, la DGE ne veut pour l'instant plus organiser de réunions sans qu'il y ait eu au préalable des avancées. Il est donc envisagé, au niveau belge,

d'organiser des réunions sectorielles, pour essayer d'avancer en obtenant des réponses secteur par secteur. En bilatérale, il est en effet beaucoup plus difficile de se taire que dans une grande assemblée.

DTE a suggéré que, après chaque première réunion bilatérale, la DG BESOC (Soutien et coordination politique – Rabau) adresse au CSNPH une série de questions concrètes, pour essayer de compléter le point de vue qui sera donné par chacun des secteurs.

En ce qui concerne les prochaines étapes au niveau européen, un COREPER (Comité des Représentants Permanents de chacun des Etats Membres de l'Union européenne, présidé par l'Ambassadeur ou RP du pays qui assure la présidence du Conseil) avait lieu ce 8 mars, et devait normalement faire une proposition d'avancer secteur par secteur. Ensuite, une réunion du Groupe des Questions Sociales devrait aborder le sujet en date du 23 mars.

Enfin, s'est posée aussi la question de la sensibilisation des différents acteurs. Au niveau du BDF, avait été envisagée l'organisation d'une réunion thématique sur le sujet, dans le courant du 2^{ème} semestre 2017. Muriel Rabau considère qu'elle pourrait nous aider à voir comment aller vers le monde économique, mais cela devrait alors se faire plus tôt que septembre 2017. Elle insiste aussi sur le contact direct entre le BDF et les régions.